

Contre la destruction de l'école publique !

samedi 19 février 2011, par [BOULANGE Antoine](#), [LERHE Enko](#) (Date de rédaction antérieure : 17 février 2011).

Pour réduire de 100 milliards d'euros les déficits publics, le gouvernement accélère la mise en œuvre de la révision générale des politiques publiques (RGPP) contre les services publics. Mais il n'arrive pas à faire croire qu'il est possible de faire mieux avec moins. L'ensemble des personnels mobilisés le jeudi 10 février est conscient que la politique éducative en œuvre est guidée par la réduction des dépenses publiques et non par l'intérêt des élèves et de l'école comme le prétend le gouvernement.

Les 16 000 nouvelles suppressions de postes prévues pour la rentrée 2011, alors que 62 000 élèves supplémentaires sont attendus, auront pour conséquences d'aggraver les inégalités sociales et territoriales ainsi que les conditions de travail de tous et plus fortement encore celles des élèves des classes populaires. C'est pourquoi, à l'appel de la FSU, de la CGT et de Sud Éducation, le jeudi 10 février, les enseignantEs, les parents, les élèves... se sont mobiliséEs contre la diminution des heures d'enseignement dans les collèges et lycées et contre les fermetures de classes dans les écoles, pour exiger la restitution de l'ensemble des postes supprimés. Une cinquantaine de départements ont organisé des manifestations, avec plus de 2 000 personnes à Rennes, Rouen, Grenoble ou Lyon, plus de 3 000 à Marseille et plus de 7 000 à Paris. Les grévistes ont été nombreux (entre 55 et 70 %) dans les départements de l'Aveyron, du Loir-et-Cher, de la Meurthe-et-Moselle, de Paris, de la Seine-Maritime, de la Vienne...

Cette nouvelle mobilisation vient confirmer que la colère dans l'Éducation nationale se poursuit malgré le matraquage des réformes libérales qu'elle connaît. Une mobilisation réussie et ce malgré le scandaleux report, dans certains départements, des instances paritaires pour cause d'élections cantonales, retardant ainsi les annonces définitives et les ripostes nécessaires.

Ceci dans un contexte de forte contestation de la politique éducative du gouvernement. En effet, selon un sondage CSA réalisé le 9 février pour le SNUipp-FSU, 80 % des Français jugent négativement la politique du non-remplacement d'un enseignant sur deux partant à la retraite, estimant que cette politique aura un effet négatif sur la réussite des élèves. Contestation également de l'ensemble de la politique éducative du gouvernement, ceux et celles qui pensent qu'elles vont dans le bon sens ne sont plus que 28 %, une perte de douze points par rapport à 2008.

Moins d'enseignantEs pour moins d'enseignement, toujours plus d'élèves par classe... Les conditions d'une rentrée scolaire encore plus dégradée que la précédente sont déjà réunies. Un nouvel appel unitaire est lancé pour une journée de manifestations le samedi 19 mars.

Mais pour en finir avec la casse du service public d'éducation, il est nécessaire de se mobiliser contre l'ensemble des réformes. Quelques journées de grève ou de mobilisations ne suffiront pas. Ni pour regagner tous les postes supprimés et en obtenir d'autres, ni pour battre les réformes en cours. Le rapport de forces reste à construire qui doit s'appuyer et fédérer l'ensemble des résistances. L'éducation, la santé... concernent toute la population, c'est ensemble qu'il nous faut lutter.

Enko Lerhe

Education. Massacre à la tronçonneuse !

Le gouvernement poursuit sa casse de l'Éducation nationale : suppressions de postes, remise en cause des statuts, baisse des budgets, etc. La riposte se doit d'être à la hauteur.

Le gouvernement prétend que « l'Éducation nationale est une priorité », le budget 2011 augmentant de 1,6 %. Ce discours sert à habiller une politique systématique de casse du système éducatif. En réalité, hors pensions, le budget de l'enseignement scolaire est encore en baisse en euros constants et l'effort global ne cesse de diminuer depuis vingt ans, la part de la dépense intérieure d'éducation dans le PIB passant de 7,6 % en 1997 à 6,6 % en 2008. Personne n'est dupe des effets des suppressions de postes. Comment croire à une amélioration de la situation quand le gouvernement supprime 16 000 postes supplémentaires alors que le nombre d'élève augmente de 62 000 ! C'est Luc Chatel qui devrait retourner faire des maths à l'école... Les conséquences inévitables seront des classes fermées à la rentrée 2011, moins de remplacements, plus de précaires...

La situation va s'aggraver nettement car à la rentrée 2010 le gouvernement avait « bénéficié », avec la masterisation, de l'arrivée de deux types d'enseignants (les reçus aux concours 2009 qui ont fait une année de formation rémunérée et les reçus 2010 qui ont directement été envoyés devant les élèves à temps complet, sans formation). Le gouvernement en est bien conscient puisque sa seule réponse est de « cacher les suppressions de postes, qui ne seront annoncées officiellement dans le primaire que le lendemain du second tour des élections cantonales... (on connaît déjà les répartitions départementales qui sont catastrophiques).

Pour le gouvernement cela n'est pas encore assez.

Cette politique de réduction du nombre de personnels s'accompagne d'une casse systématique des statuts. Des députés UMP ont déposé le 13 janvier une proposition de loi visant à « rationaliser les dépenses de l'État », en réservant le statut de fonctionnaire aux agents assurant une fonction régalienne de l'État. Les autres, soit 80 % des fonctionnaires dont toute l'Éducation nationale, relèveraient du code du travail, c'est-à-dire seraient versés dans le secteur privé. Après la provocation de Christian Jacob proposant de supprimer « l'emploi à vie » des fonctionnaires, remplacé par des CDD de cinq ou dix ans, la surenchère anti-fonctionnaire n'est pas prête de cesser...

Face à ces attaques, la réponse des directions syndicales est pour l'instant faible. Chèreque s'est même permis un « soutien » aux provocations gouvernementales : « Le débat doit aussi porter sur la nature de ces services : il y a des fonctions régaliennes à maintenir sous l'autorité directe de l'État (parmi elles, le triptyque police - armée - justice) qui doivent être assurées par des fonctionnaires... Pour l'ensemble des autres missions, qu'elles soient conduites par le public ou par des opérateurs privés, l'État doit assurer contrôle, évaluation et péréquation afin de garantir la cohésion, la solidarité et l'objectif de réduire les déséquilibres territoriaux et sociaux. Une mission de service public ne se résume pas à la forme juridique de l'entreprise ou au statut du personnel. » On croirait du DSK ! Cela revient à capituler devant la droite la plus libérale qui veut aller vers une privatisation de l'école. On remarque au passage que le gouvernement, après avoir supprimé 1 600 postes dans le privé sous contrat, en a rétabli 250 en prélevant 4 millions d'euros au public, sous la pression du lobby catholique de la FNOGEC.

La manifestation du 22 janvier contre les suppressions de postes a été peu préparée par les syndicats enseignants. Il est pourtant urgent d'organiser une riposte à la hauteur des attaques. La grève du 10 février doit être une échéance importante pour mobiliser les collègues contre cette politique de destruction. Elle doit permettre d'aller vers une mobilisation unitaire, large, rassemblant les lycéens (qui subiront la poursuite de la réforme du lycée avec des baisses d'heures en première), les parents d'élèves et tous les personnels, enseignants et non enseignants. Il y a urgence à arrêter ce massacre.

Antoine Boulangé

* *Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 88 (03/02/11).*

Communiqué du NPA. Le NPA solidaire des enseignants en grève.

Année après année, N. Sarkozy, depuis son élection, rabote les moyens, supprime des postes de personnels d'éducation et d'enseignants.

Au total, ce sont près de 60 000 postes d'enseignants qui sont passés à la trappe, avec une accélération depuis 2010.

En 2011, alors que 62 000 élèves en plus sont attendus, de nouveau, 16 000 suppressions de postes sont programmées.

Que ce soit le nombre de postes mis aux concours de recrutement, les Rased, les professeurs de langues dans le 1^{er} degré, la disparition des heures en petit groupe, par exemple, tous les personnels, toutes les activités éducatives sont visées.

Plusieurs écoles sont occupées par les parents d'élèves en colère contre le manque de remplaçants.

Cette politique est dans la droite ligne de la « Lettre aux éducateurs » de Sarkozy, en septembre 2007, dans laquelle il annonçait une réduction du nombre d'enseignants.

Si on ajoute à cela, la destruction de la formation initiale des enseignants, la volonté de faire fonctionner un établissement scolaire selon les critères du privé, chers à l'ex-DRH de l'Oréal, le développement des emplois précaires et des heures supplémentaires à la place d'emplois statutaires, il est clair que le gouvernement Fillon a programmé la mise à mort du service public d'éducation.

Plusieurs syndicats de l'éducation nationale ont appelé à une grève aujourd'hui 10 février.

Le NPA est totalement solidaire des personnels en colère.

Pour la défense d'un service public d'éducation de qualité offrant à tous les jeunes les moyens de se former et d'obtenir un diplôme le plus élevé possible, d'autres mobilisations unitaires seront nécessaires.

Le 10 février 2011

